



Bulletin de veille

10 octobre 2017

QUÉBEC/CANADA

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

D. Macdonald, « [Splitting the Difference: Who Really Benefits from Small Business Income Splitting?](#) », 26 septembre 2017, 30 p.

Le fractionnement de revenus constitue un avantage inéquitable en faveur des contribuables les plus riches

This report finds that the benefits of small business income splitting, also known as income sprinkling, are concentrated amongst Canada's richest and that the loophole is not used by the vast majority of families declaring small business income. In fact, the report estimates that only 5 per cent of families receiving small business dividends are actively using income splitting. The report further analyzes who benefits from income sprinkling by income, gender and industry, and recommends that the federal government move ahead with closing the loophole, as well as implement a broader package of tax reforms aimed at making the taxation system more fair.

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

CCPA et Médecins canadiens pour un régime public, « [Cost Savings Resulting from a National Pharmacare Program](#) », 27 septembre 2017, 9 p.

Par la création d'un régime public « Pharmacare », la combinaison de l'économie du secteur public et du secteur privé atteindrait 30 G\$

On September 28th, 2017, the Parliamentary Budget Office (PBO) will release its estimates of the costs of "single-payer universal first-dollar prescription drug coverage" run by the federal government. While that report will provide an estimate of the costs associated with such a system, it is equally important to identify the savings that would result from its implementation.

This briefing note, co-published by the CCPA and Canadian Doctors for Medicare, indicates more than \$30 billion in public and private savings will result from the implementation of a universal pharmacare system. The study outlines the savings and efficiencies under pharmacare, highlights additional benefits, and underscores the high costs, administrative complexity and poor coverage of Canada's current patch-work of prescription drug plans.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

L. Godbout, « [Regard sur les 100 ans de l'impôt sur le revenu](#) », 3 octobre 2017, 32 p.

Les principales réformes de la fiscalité canadienne ont eu pour effet d'élargir l'assiette fiscale et de réduire les taux du barème d'imposition

C'est en 1917, lors de la Première Guerre mondiale, que le gouvernement du Canada a décidé de mettre en place un impôt sur le revenu : la Loi portant autorisation de lever un impôt de guerre sur certains revenus. Depuis son arrivée, il y a 100 ans, la manière de prélever des recettes fiscales s'est complètement transformée.

On entend souvent dire qu'il s'agissait d'un impôt temporaire, mais était-il initialement destiné à être temporaire ou, dès le départ, le ministre des Finances du Canada avait-il une volonté qu'il soit permanent? Certes la Première Guerre mondiale en a été le déclencheur, mais jamais, dans son discours lors du dépôt de l'avis de motion des voies et moyens concernant le nouvel impôt sur le revenu, le ministre des Finances, Thomas White, n'a utilisé le mot « temporaire », ni le mot « permanent ». Il a plutôt déclaré qu'un ou deux ans après la guerre, l'impôt devrait être réexaminé par le gouvernement.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

L. Godbout, « [Regard sur une réforme annoncée : Observations dans le cadre des Consultations du ministère des Finances du Canada sur la planification fiscale au moyen de sociétés privées](#) », 2 octobre 2017, 32 p.

17 observations à propos de la réforme proposée par le ministre Morneau

Dans le budget de mars 2017, le ministre des Finances du Canada indiquait sa volonté de s'attaquer à un certain nombre de « stratégies de planification fiscale au moyen de sociétés privées, qui

peuvent permettre à des particuliers à revenu élevé de profiter d'avantages fiscaux injustes ». Ce sont les trois stratégies fiscales nommées dans le budget de mars qui ont été décrites dans le document de consultation rendu public le 18 juillet 2017.

La présente analyse expose 17 observations de nature générale ou spécifique à chacune des trois stratégies remises en question par le ministre des Finances du Canada.

Ces observations ne constituent pas une analyse technique de la faisabilité des modifications suggérées par le ministère des Finances du Canada, mais plutôt un apport à la discussion afin de mieux cerner pourquoi le ministre des Finances a voulu agir en matière de stratégies de planifications fiscales au moyen de sociétés privées.

COMMISSION DE L'ÉCOFISCALITÉ DU CANADA

Commission de l'Écofiscalité du Canada, « [Cacher les aqueducs, mais pas leurs coûts : bonnes pratiques en matière de tarification et d'amélioration des services municipaux d'approvisionnement et de traitement de l'eau](#) », 26 septembre 2017, 88 p.

Les redevances d'utilisation devraient être l'outil principal dont se servent les municipalités pour améliorer la viabilité financière et écologique de leurs systèmes d'approvisionnement et de traitement de l'eau

Les services municipaux d'approvisionnement et de traitement de l'eau sont d'une importance capitale pour notre santé, notre économie et notre environnement. Ces vastes réseaux d'infrastructures produisent et distribuent l'eau potable et évacuent les eaux usées après traitement. Mais il existe un problème caché dans plusieurs municipalités : la surconsommation et la détérioration des infrastructures menacent la quantité et la qualité de notre eau. Pour résoudre ces problèmes interreliés, certaines municipalités canadiennes ont mis en place des redevances d'utilisation. Bien conçues, ces redevances peuvent favoriser la conservation de la ressource, financer les infrastructures et protéger la qualité de l'eau. Elles peuvent

aussi être pensées dans un souci d'équité, pour garantir que l'eau demeurera abordable pour les ménages à faible revenu. Ce rapport s'appuie sur cinq études de cas mettant en lumière les progrès accomplis dans des municipalités du Canada pour accroître la viabilité des systèmes de distribution et de traitement de l'eau. Il se conclut avec 10 bonnes pratiques recommandées pour la conception et l'implantation de redevances d'utilisation pour l'approvisionnement et le traitement de l'eau, tirées d'expériences réalisées aux quatre coins du pays.

CONFERENCE BOARD DU CANADA

K. El-Assal et D. Fields, « **450 000 immigrants par année? L'intégration, un facteur déterminant de la croissance** », 2 octobre 2017, 50 p.

Une augmentation de l'immigration augmenterait le PIB réel du Canada, mais pourrait créer de la pression sur les programmes sociaux

Le Canada évalue actuellement le nombre d'immigrants qu'il admettra dans les années à venir, un enjeu crucial dans le débat qui a cours ces dernières années concernant les politiques d'immigration. De nombreux intervenants ont donné leurs points de vue. Par exemple, le Conseil consultatif en matière de croissance économique du gouvernement fédéral a recommandé au Canada de hausser ses niveaux d'immigration à 450 000 – la cible annuelle actuelle étant de 300 000 immigrants – afin de stimuler l'économie tout en aidant à atténuer les défis économiques et budgétaires engendrés par le vieillissement de la population et le faible taux de natalité.

Dans ce rapport, le Conference Board du Canada se prononce en estimant les retombées économiques et budgétaires de trois scénarios en matière d'immigration se déroulant durant la période allant de 2017 à 2040. Notre analyse se fonde sur des hypothèses prudentes pour éviter d'amplifier les retombées économiques et budgétaires de l'immigration. Le rapport traite également des défis qui doivent être relevés de façon satisfaisante pour maintenir un régime d'immigration performant.

DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

DPB, « **Rapport sur la viabilité financière de 2017** », 5 octobre 2017, 141 p.

Le Québec et la Nouvelle-Écosse sont les deux seules provinces canadiennes pour lesquelles les politiques budgétaires sont viables à long terme

Il n'est pas possible d'évaluer la viabilité de la politique budgétaire actuelle à partir des plans budgétaires à moyen terme. Pour y arriver, il faut établir des projections qui vont au-delà d'un horizon de planification à moyen terme. Il y a viabilité financière lorsque la dette publique n'augmente pas en proportion de l'économie.

Du point de vue du secteur gouvernemental global (soit le gouvernement fédéral, les administrations infranationales et les régimes de retraite publics combinés), la politique budgétaire actuelle du Canada est viable à long terme. Par rapport à la taille de l'économie, la dette gouvernementale nette totale devrait, à long terme, demeurer en deçà de son niveau actuel (figure sommaire 1).

Cette perspective occulte cependant une politique budgétaire non viable au niveau infranational. Tandis que la dette fédérale nette devrait être complètement éliminée en un peu plus de 40 ans, nous prévoyons que la dette nette des administrations infranationales passera de 28 % du produit intérieur brut (PIB) à plus de 100 % du PIB au cours des 75 prochaines années si la politique budgétaire est maintenue.

DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

DPB, « **Coûts pour le gouvernement fédéral d'un programme national d'assurance-médicaments** », 28 septembre 2017, 104 p.

Un régime national d'assurance-médicaments pourrait entraîner des économies de 4,2 G\$

En septembre 2016, le Comité permanent de la santé de la Chambre des communes a demandé au

directeur parlementaire du budget (PBO) de lui fournir une évaluation des coûts que représenterait la mise en œuvre d'un programme national d'assurance-médicaments. Le Comité a fourni le cadre de ce programme, y compris une liste exhaustive de médicaments devant être couverts par l'assurance-médicaments, inspirée de la liste du Québec, assortie des exigences relatives à l'admissibilité, des niveaux de contribution et des exigences d'admissibilité aux exemptions de contribution.

Sur les 28,5 milliards de dollars de dépenses pharmaceutiques estimées en 2015-2016, un montant de 24,6 milliards aurait été admissible au programme national d'assurance-médicaments. Ces coûts sont actuellement répartis ainsi : 11,9 milliards de dollars pour les gouvernements, 9 milliards de dollars pour les régimes d'assurance privée et 3,6 milliards de dollars pour les patients.

INSTITUT C.D. HOWE

A. Laurin, « [Off Target: Assessing the Fairness of Ottawa's Proposed Tax Reforms for "Passive" Investments in CCPCs](#) », 5 octobre 2017, 24 p.

Ottawa se trompe de cible avec les modifications fiscales proposées par le ministre Morneau

In July 2017, the Department of Finance launched consultations on a series of tax proposals affecting owners of Canadian-Controlled Private Corporations (CCPCs). The proposals on the treatment of "passive income," from investments such as equities and government bonds, have attracted particular controversy.

The proposed regime would end passive investment income-tax refundability for CCPCs – ie., taxes paid on investment income in a CCPC would no longer be tracked and refunded upon dividend payments. Although there are other versions of proposed changes, this is seemingly the one the government favours. Private corporations – and by extension their owners – would be taxed on their passive investment income on the same basis as if they were individual investors in fully taxable accounts. There would be diminished incentives to defer business consumption, and less income and business saving available for spending on capital equipment. The same is true of small

business income retained for personal purposes – there will be greater incentives for immediate personal consumption of business income rather than saving it for retirement or other purposes.

But is the current system inequitable? Our tax simulations show, overall, it is not – when benchmarked against the tax treatment afforded to personal retirement savings.

INSTITUT C.D. HOWE

J. Marchand, « [Thinking about Minimum Wage Increases in Alberta: Theoretically, Empirically, and Regionally](#) », 26 septembre 2017, 20 p.

La hausse du salaire minimum en Alberta aurait dû être effectuée au moment où l'économie était en croissance

After weighing the lessons of economic theory and real-world experience, a leading Alberta economist, Joseph Marchand, concludes that Alberta's move to raise the minimum wage to \$15 an hour by 2018 could lead to the loss of roughly 25,000 jobs. In a new report from the C.D. Howe Institute, *Thinking about Minimum Wage Increases in Alberta: Theoretically, Empirically, and Regionally*, Marchand recommends that Alberta, being a boom and bust economy, would be better off taking current and future economic conditions into account when considering any future increases to its minimum wage.

INSTITUT FRASER

C. Lammam, M. Palacios et H. MacIntyre, « [Measuring the Impact of Federal Personal Income Tax Changes on Middle Income Canadian Families](#) », 26 septembre 2017, 17 p.

81 % des familles de la classe moyenne paient davantage d'impôt en raison des changements effectués par le gouvernement Trudeau

During the 2015 federal election campaign, the Liberals pledged to cut income taxes on Canada's

middle class. Since coming into office, the government has repeatedly claimed that it has delivered on this commitment. While the federal government did reduce the second lowest federal personal income tax rate, it also simultaneously introduced several other broader changes to the federal personal income tax system.

For instance, it introduced a new, higher top income tax rate and eliminated several tax credits, which had the effect of increasing taxes on Canadian families who previously claimed those credits. In fact, the elimination of many tax credits may partially, or even completely, offset the tax rate reduction targeted at middle class families.

This paper measures the net overall effect that the federal government's changes to the personal income tax system have had on the amount of tax that Canadian families with children pay. It finds the federal government's income tax changes have resulted in 60 percent of the 3.88 million families with children covered in this paper (representing 13.9 million individuals), paying more in taxes. The average tax increase amounts to \$1,151 each year.



ÉTATS-UNIS

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

ITEP, « [Benefits of GOP-Trump Framework Tilted Toward the Richest Taxpayers in Each State](#) », 4 octobre 2017, 22 p.

Un contribuable sur six verrait ses impôts augmenter si la proposition régressive de Trump est adoptée

The “tax reform framework” released by the Trump administration and Congressional Republican leaders on September 27 would affect states differently, but every state would see its richest residents grow richer if it is enacted. In all but a handful of states, at least half of the tax cuts would flow to the richest one percent of residents if the framework took effect.

Nationally, more than two-thirds (67 percent) of the tax cuts contained in the framework would go

to the richest one percent of Americans in 2018. These taxpayers are projected to have incomes of at least \$615,800 next year. They would receive an average tax cut of \$90,610 in 2018 alone, which would increase their incomes by an average of 4.3 percent.

The middle fifth of households, people who are literally the “middle-class,” are projected to earn between \$41,000 and \$66,000 in 2018. These households would receive an average tax cut of just \$410 next year, which would increase their incomes by an average of just 0.8 percent. The definition of “middle-class” varies by state but, as the state-by-state figures in this report demonstrate, in no state is this group the focus of the framework's benefits. In fact, many households in the middle- and upper-middle portions of the income distribution would see their tax bills rise under the framework.

TAX FOUNDATION

K. Pomerleau, « [Economic and Budgetary Impact of Temporary Expensing](#) », Octobre 2017, 8 p.

Analyse d'une réforme fiscale proposée par les républicains : des alternatives permanentes pourraient avoir un meilleur effet sur le PIB

Since June 2016, a centerpiece of Republican business tax reform proposals has been the idea to allow companies to fully deduct the cost of new investments, usually called “full expensing.” If enacted on a permanent basis, this proposal would encourage additional investment, boost productivity, and lead to higher output and incomes. The “Big Six,” a group of GOP congressional leaders and the Trump administration's top economic advisers, recently released a tax reform framework that proposes to enact full expensing for all assets except for buildings and other structures. However, the framework did not specify that the policy would be enacted on a permanent basis, saying that it would be in place “for at least five years.”

A temporary and limited expensing regime, such as the one described in the Big Six framework, would not reduce revenue nearly as much as permanent expensing of all assets. However, it would provide limited economic benefits. We estimate that a temporary, limited expensing provision

would increase GDP by at most 0.78 percent after five years, fading to only 0.18 percent by the end of the budget window, with the remaining gains lost soon thereafter. By contrast, permanent full expensing of all capital investments would permanently boost GDP by as much as 4.3 percent.

Given the limited economic benefit of temporary expensing, we propose alternative policies that could provide similar economic benefit for permanent expensing, but would reduce federal revenue much less over the next decade.

TAX FOUNDATION

J. Walczak, « [Ohio's Commercial Activity Tax: A Reappraisal](#) », Septembre 2017, 18 p.

La taxe sur les activités commerciales de l'Ohio, qui remplaçait un impôt plus lourd, n'a pas eu d'effet bénéfique sur l'économie

With cat-like tread, Ohio's Commercial Activity Tax (CAT) strode into view in 2005, unleashing a torrent of criticism, concerns, timid defenses, and regrettable puns. In some respects, that CAT marked a return to an older tax regime; in others, it reflected an innovation in state taxation; and in all respects, it represents an experiment which continues to the present day, simultaneously inspiring would-be imitators and informing cautionary tales.

As a gross receipts tax, the Ohio CAT represents a throwback to a far earlier era, bringing back a form of taxation once on the path to extinction. Such taxes were nearly done in by a consensus that levying a tax on the basis of gross revenues was inequitable, promoted otherwise inefficient economic decision-making, and impeded growth. The adoption of the CAT, therefore, was—and remains—a matter of significant controversy, as well as the subject of considerable interest for policymakers and tax economists.

The CAT, then, is not just an element of Ohio's revenue structure; it has emerged as the focal point of an emerging national debate over the role, if any, of gross receipts taxes in a modern tax code. Over a decade after its introduction, perhaps the time has come to consider the Ohio CAT anew.

URBAN INSTITUTE

E. Toeder, « [How Do We Tax the Income of Entrepreneurs?](#) », 4 octobre 2017, 13 p.

Une attention particulière devrait être portée à l'imposition des entreprises « matures » et non seulement aux entreprises en démarrage

Entrepreneurs create successful enterprises that generate substantial value through the innovations they introduce. They typically must wait many years before their firms generate net operating profits. The tax system favors entrepreneurial activity by allowing deferral of tax on the accrual of wealth within new firms and by taxing the gains of entrepreneurs when realized at favorable capital gains rates. But taxes on the income of mature enterprises offset some of this benefit by reducing the value of the firms that entrepreneurs create. Taxation of entrepreneurial income matters because of the important contributions the innovations entrepreneurs introduce make to economic growth.



INTERNATIONAL

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

A. Sayegh, J. Harris et al., « [Georgia: Fiscal Transparency Evaluation](#) », Country Report No. 17/291, 27 septembre 2017, 70 p.

La transparence fiscale s'est améliorée en Georgie au cours de la dernière décennie, mais il reste des éléments à améliorer comme la mise en place d'une vérification externe des statistiques fiscales

Georgia has taken important steps to enhance its fiscal transparency practices over the past decade. Fiscal reports have become more comprehensive, with the development of a central government balance sheet and income statement. Fiscal forecasts and budgets have become more forward looking and policy oriented, with the introduction of a

four-year medium-term budget framework (MTBF), formal fiscal objectives, and a program budget classification. In addition, fiscal risk disclosure and analysis have improved dramatically, with the publication of a detailed statement on fiscal risks. As a result of the improvements in fiscal transparency practices, Georgia's Open Budget Index score has improved substantially, from 34 to 66 between 2006 and 2015, with Georgia now being ranked 16 out of the 102 countries surveyed.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [Shining Light on the Shadow Economy: Opportunities and threats](#) », 29 septembre 2017, 60 p.

L'information est la clé pour lutter contre l'économie sous-terrainne

This report looks at the impact on the shadow economy of changes in ways of working and business models, the growth of the digital economy and the emergence of new technologies. While these are causing some new shadow economy activities to emerge and some existing ones to expand in scale or scope, they are also providing tax administrations with new opportunities and tools to enhance compliance. The report sets out a number of examples of effective actions being taken by tax administrations utilising technology, behavioural insights and new sources of data. It also recommends a number of areas for further targeted work to help improve tax administrations' ability to tackle shadow economy activity, including for collaborative work on the sharing and gig economy. The report is a complementary report to Technology Tools to Tackle Tax Evasion and Tax Fraud.

THE AUSTRALIA INSTITUTE

B. Browne et L. Minshull, « [The Bearable Lightness of Lost Revenue: Negligible Tax Losses from Poker Machine Reform](#) », Septembre 2017, 7 p.

La perte de revenus engendrée par l'élimination des machines de poker

serait minime et pourrait aisément être compensée par un taux de taxe plus élevé pour les machines de casinos.

With the Tasmanian Joint Select Committee on Future Gaming Markets considering the future of poker machines in Tasmania, community pressure is growing for poker machines to be banned from hotels and clubs, limiting them to casinos and the Spirit of Tasmania vessels. Concern that this proposal would reduce government revenue is misplaced.

Recent modelling by Professor John Mangan on behalf of Anglicare shows that banning poker machines from hotels and clubs would be a "non-complex means of reducing social costs of gambling while still providing gambling options in the State". All three scenarios modelled by Mangan found an increase in Gross State Product (by between \$21 million and \$61 million per year), wages, profits and dividends (by between \$11 million and \$45 million) and employment (by between 183 and 670 full-time equivalent jobs). As Mangan concludes: The Tasmanian Government is not dependent on taxation from poker machines.

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Marcelle Allen-Lefebvre, Jessica Beauchemin, Irina Croitoriu, Geneviève-Jade Hick et Félix St-Vincent Gagné.

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cftp.eg@USherbrooke.ca